

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

9 août 2023

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 30 mars 1994 portant
des dispositions sociales en ce qui concerne
la suppression des cotisations de solidarité
sur les pensions**

Avis de la Cour des comptes

Voir:

Doc 55 **0593/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de Mme Samyn et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

9 augustus 2023

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 30 maart 1994
houdende sociale bepalingen wat de
afschaffing van de solidariteitsbijdragen
op de pensioenen betreft**

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **0593/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Samyn c.s.

00827

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Avis sur l'incidence budgétaire de la proposition de loi n° 55 0593/001¹

1 Demande d'avis

Par lettre du 28 avril 2023, la présidente de la Chambre des représentants a demandé à la Cour des comptes d'estimer l'incidence budgétaire éventuelle qui résulterait de l'adoption de la proposition de loi suivante² : « Proposition de loi modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales en ce qui concerne la suppression des cotisations de solidarité sur les pensions (DOC 55 0593/001) ».

2 Proposition de loi : modifications proposées

La proposition de loi vise à supprimer immédiatement la retenue dite de solidarité sur les pensions légales et autres avantages en tenant lieu ou les complétant telle que visée aux articles 68 à 68quinquies de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

Cette retenue sociale est prélevée à la source lors du paiement de la pension légale (et complémentaire) et est versée au Service fédéral des pensions (SFP) pour autant qu'un autre organisme (de pension)³ que le SFP soit en charge du paiement de la pension (complémentaire).

La cotisation de solidarité (dénommée « cotisation SOL ») a été initialement perçue pour conserver l'équilibre financier de la sécurité sociale. Malgré l'exonération accordée aux bénéficiaires des plus petites pensions qui a été introduite en 2019, les auteurs de la proposition de loi estiment que la retenue demeure injuste pour les pensionnés qui y sont encore soumis.

3 Calcul de la cotisation de solidarité

Retenue sur les pensions

La retenue sociale varie de 0 à 2 % en fonction du montant mensuel brut total de toutes les pensions du bénéficiaire (parmi lesquelles les pensions légales, étrangères et complémentaires, ainsi que les pensions d'organismes internationaux) et de sa situation familiale (isolé ou avec charge de famille). Il n'est pas tenu compte du troisième pilier de pension (épargne-pension individuelle). Le tableau 1 donne un aperçu des seuils de cotisation SOL applicables.

¹ Approuvé par l'assemblée générale de la Cour des comptes le 02.08.2023.

² Conformément à l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre.

³ Par exemple, la direction Sécurité sociale d'outre-mer de l'ONSS, des assureurs et certains fonds de pension.

Tableau 1 – Seuils pour le calcul de la cotisation de solidarité mensuelle (au coefficient d'augmentation actuel ($1,02^{29}=1,7758$))

P = montant brut de la pension	Montant de la retenue
Sans charge de famille	
0,01 et 3.039,67	0
3.039,68 et 3.133,67	$(P^4 - 3.039,67) \times 50 \%$
3.133,68 et 3.366,69	$P \times 0,015$
3.366,70 et 3.401,76	$50,50 + [(P - 3.366,69) \times 50 \%]$
À partir de 3.401,77	$P \times 0,02$
Avec charge de famille	
0,01 et 3.514,24	0
3.514,25 et 3.622,90	$(P - 3.514,24) \times 50 \%$
3.622,91 et 3.851,43	$P \times 0,015$
3.851,44 et 3.891,54	$57,77 + [(P - 3.851,43) \times 50 \%]$
À partir de 3.891,55	$P \times 0,02$

Source : SFP

Si un pensionné reçoit par exemple une pension légale de 3.100 euros bruts par mois, une retenue de 30,16 euros⁵ est appliquée pour autant qu'il n'y ait pas d'autre pension connue.

Retenue sur capital des pensions complémentaires

L'organisme de paiement qui paie une pension complémentaire belge sous la forme d'un capital (capital propre ou capital libéré après un décès) dont le montant brut est supérieur à 2.478,94 euros, doit également retenir une cotisation de solidarité à la source et la verser au SFP, et ce suivant les seuils SOL propres aux capitaux tels que prévus à l'article 68, § 5, de la loi du 30 mars 1994. Dans ce cas, le pourcentage de la retenue varie de 1 à 2 %, mais diffère selon qu'il s'agit d'un capital propre ou d'un capital libéré après un décès⁶. Il s'agit toutefois d'une première retenue en attendant une éventuelle adaptation du pourcentage de retenue (voir ci-après).

Calcul et décompte des cotisations SOL

Pour permettre au SFP de calculer le pourcentage de retenue correct qu'il convient au final d'appliquer à l'ensemble des pensions et capitaux, tous les paiements de pensions complémentaires belges, qu'ils soient ou non soumis à la cotisation SOL, doivent, depuis le 1^{er} janvier 2023, être déclarés dans la banque de données des pensions complémentaires (DB2P) via la « déclaration unique ». Ces données seront ensuite transmises au SFP par l'ASBL Sigedis.

Pour déterminer le pourcentage final de retenue sur la base des seuils SOL (tableau 1), le SFP convertit les capitaux en rente mensuelle fictive en s'appuyant sur le montant brut du capital et la date à laquelle il a été liquidé⁷. Cette rente fictive est ensuite intégrée dans le calcul du montant mensuel brut de pension (P dans le tableau 1).

⁴ P = montant mensuel brut de la pension.

⁵ $(3.100 - 3.039,68) \times 50 \%$.

⁶ La cotisation SOL s'élève à 1 % si le montant du capital se situe entre 2.478,95 euros et 24.789,35 euros et à 2 % si le montant du capital est égal ou supérieur à 24.789,35 euros. Si le capital est libéré à la suite d'un décès, la retenue s'élève à 1 % entre 2.478,95 euros et 74.368,05 euros et à 2 % si le capital est supérieur ou égal à 74.368,05 euros. Voir aussi : <https://www.sfpd.fgov.be/fr/centre-de-connaissances/employeurs/obligations-pour-les-organismes-payeurs>.

⁷ Cette conversion est effectuée sur la base de l'âge du bénéficiaire au moment du versement du capital suivant une table de mortalité relative à l'activité d'assurance sur la vie (arrêté royal du 25 avril 1997 portant exécution de l'article 68, § 2, alinéa 3, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales).

À partir d'une comparaison entre le montant mensuel brut total des pensions (somme des pensions mensuelles et des capitaux convertis en rentes, P dans le tableau 1) et du seuil SOL applicable dans le tableau 1, le SFP peut demander à l'organisme de paiement d'adapter, le cas échéant, le pourcentage de retenue de la cotisation SOL (par exemple, lorsqu'il constate une augmentation du montant mensuel brut total à la suite de l'octroi supplémentaire d'une pension ou d'une pension complémentaire).

4 Estimation

Le tableau 2 reprend les estimations des cotisations SOL pour la période 2023-2028. D'après le SFP, l'incidence budgétaire de cette proposition de loi entraîne, en ce qui concerne les pensions, une diminution des recettes estimées allant de 361,8 millions d'euros en 2023 à 382,7 millions d'euros en 2028. Il a tenu compte à cet égard de la population estimée de bénéficiaires d'une pension au cours des prochaines années. Pour ce qui est des cotisations SOL calculées sur les capitaux, il manque toutefois des informations concernant l'évolution future des capitaux libérés, de sorte que le montant annuel de 80 millions d'euros peut aussi bien être surestimé que sous-estimé. Ainsi, la diminution totale des recettes annuelles varierait, avec la prudence nécessaire, de 441,8 millions d'euros en 2023 à 462,7 millions d'euros en 2028. Sur une période de six ans, les diminutions de recettes atteindraient déjà 2.722,9 millions d'euros.

Tableau 2 – Cotisation de solidarité sur les pensions et le capital des pensions complémentaires (en millions d'euros)

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Pensions salariés	102,5	107,4	110,0	112,5	114,9	117,2
Pensions indépendants	9,7	10,5	11,1	11,6	12,1	12,5
Pensions. fonctionnaires	249,6	251,6	251,9	252,3	252,6	252,9
Total sur les pensions ⁸	361,8	369,5	373,1	376,3	379,5	382,7
Sur le capital	80,0	80,0	80,0	80,0	80,0	80,0
TOTAL (avec capital)	441,8	449,5	453,1	456,3	459,5	462,7
Cumulé	441,8	891,3	1.344,4	1.800,7	2.260,2	2.722,9

Source : SFP

5 Conclusion

La proposition de loi entraînera en 2023 une incidence budgétaire de 441,8 millions d'euros sous la forme d'une diminution des recettes, laquelle atteindra 462,7 millions d'euros en 2028. Ces montants peuvent aussi bien être surestimés que sous-estimés en raison des incertitudes quant à l'évolution des pensions complémentaires.

⁸ Les totaux ne correspondent pas à la somme des montants individuels dans le tableau en raison de différences d'arrondis.



Advies over de budgettaire impact van wetsvoorstel nr. 55 0593/001¹

1 Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft met een brief van 28 april 2023 aan het Rekenhof gevraagd om de mogelijke budgettaire impact te ramen die de goedkeuring van onderstaand wetsvoorstel als gevolg zou hebben²:

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen wat de afschaffing van de solidariteitsbijdragen op de pensioenen betreft (DOC 55 0593/001).

2 Wetsvoorstel: voorgestelde wijzigingen

Het wetsvoorstel heeft als doel de onmiddellijke afschaffing van de zogenaamde solidariteitsafhouding op de wettelijke pensioenen en andere als zodanig geldende of aanvullende voordelen, overeenkomstig artikelen 68 tot en met 68 quinquies van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

Deze sociale inhouding gebeurt aan de bron bij de uitbetaling van het wettelijk pensioen (en aanvullende pensioenen) en wordt doorgestort naar de Federale Pensioendienst (FPD) voor zover een andere (pensioen)instelling³ dan de FPD instaat voor de uitbetaling van het (aanvullend) pensioen.

De solidariteitsbijdrage (SOL-bijdrage genoemd) werd oorspronkelijk geheven om de sociale zekerheid financieel in evenwicht te houden. Ondanks de vrijstelling van deze bijdrage voor de lagere pensioenen, ingevoerd in 2019, blijft de inhouding volgens de indieners onrechtvaardig voor de gepensioneerden die hieraan nog onderworpen blijven.

3 Berekening van de solidariteitsbijdrage

Inhouding op pensioenen

De sociale inhouding varieert van 0 % tot 2 % naargelang de hoogte van het totale maandelijks brutobedrag van alle pensioenen van de begunstigde (waaronder de wettelijke, buitenlandse en aanvullende pensioenen, alsook pensioenen van internationale instellingen) en zijn gezinssituatie (alleenstaande of met gezinslast). Er wordt geen rekening gehouden met de derde pensioenpijler (individueel pensioensparen). Tabel 1 geeft het overzicht van de SOL-drempelbedragen die van toepassing zijn.

¹ Goedgekeurd door de algemene vergadering van het Rekenhof op 02.08.2023.

² Overeenkomstig artikel 79 eerste lid van het Reglement van de Kamer.

³ Bijvoorbeeld de dienst Overzeese Sociale Zekerheid van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, verzekeraars en bepaalde pensioenfondsen.



Tabel 1 – Drempelwaarden voor de berekening van de maandelijkse solidariteitsbijdrage (aan de huidige verhogingscoëfficiënt ($1,02^{29}=1,7758$))

P = brutobedrag pensioenbedrag	Bedrag van de inhouding
Zonder gezinslast	
0,01 en 3.039,67	0
3.039,68 en 3.133,67	$(P - 3.039,67) \times 50\%$
3.133,68 en 3.366,69	$P \times 0,015$
3.366,70 en 3.401,76	$50,50 + [(P - 3.366,69) \times 50\%]$
vanaf 3.401,77	$P \times 0,02$
Met gezinslast	
0,01 en 3.514,24	0
3.514,25 en 3.622,90	$(P - 3.514,24) \times 50\%$
3.622,91 en 3.851,43	$P \times 0,015$
3.851,44 en 3.891,54	$57,77 + [(P - 3.851,43) \times 50\%]$
vanaf 3.891,55	$P \times 0,02$

Bron : FPD

Indien een gepensioneerd bijvoorbeeld een wettelijk maandelijks bruto pensioen van 3.100 euro ontvangt, wordt 30,16 euro⁵ ingehouden voor zover geen andere pensioenen gekend zijn.

Inhouding op kapitaal van de aanvullende pensioenen

De uitbetalingsinstelling die een aanvullend Belgisch pensioen uitbetaalt in de vorm van een kapitaal (het eigen kapitaal of kapitaal vrijgemaakt na een overlijden) waarvan het brutobedrag hoger is dan 2.478,94 euro, moet eveneens een solidariteitsbijdrage inhouden aan de bron en deze doorstorten aan de FPD, maar dan volgens de SOL-drempels eigen aan kapitalen overeenkomstig artikel 68 § 5 van de wet van 30 maart 1994. Het inhoudingspercentage varieert in dat geval tussen 1 % en 2 % maar is verschillend naargelang het eigen kapitaal of kapitaal vrijgemaakt na een overlijden betreft⁶. Het betreft hier evenwel een eerste afhouding in afwachting van een mogelijke aanpassing van het inhoudingspercentage (zie hierna).

Berekening en verrekening van de SOL-bijdragen

Om de FPD toe te laten het correcte inhoudingspercentage te berekenen dat uiteindelijk moet worden toegepast op alle pensioenen en kapitalen, moeten alle betalingen van Belgische aanvullende pensioenen, ongeacht of zij al dan niet onderworpen zijn aan de SOL-bijdrage, vanaf 1 januari 2023 via de “unieke aangifte” worden aangegeven in de Databank Aanvullende Pensioenen (DB2P). Deze gegevens zullen vervolgens door de vzw Sigedis aan de FPD worden bezorgd.

De kapitalen worden voor de bepaling van het uiteindelijke inhoudingspercentage op basis van de SOL-drempels (tabel 1) door de FDP omgerekend in een maandelijkse fictieve rente op basis van het brutobedrag van het kapitaal en de datum waarop het kapitaal is vereffend⁷. Deze fictieve rente

⁴ P staat voor maandelijks bruto pensioenbedrag.

⁵ $(3.100 - 3.039,68) \times 50\%$

⁶ De SOL is gelijk aan 1% indien het kapitaal tussen 2.478,95 euro en 24.789,35 euro ligt en 2% indien het kapitaal gelijk is aan of hoger dan 24.789,35 euro. Als het kapitaal echter wordt vrijgegeven ten gevolge van een overlijden, bedraagt de inhouding 1% tussen 2.478,95 euro en 74.368,05 euro en 2% indien het kapitaal hoger is dan of gelijk aan 74.368,05 euro. Zie ook: <https://www.sfpd.fgov.be/nl/kenniscentrum/werkgevers/verplichtingen-voor-de-uitbetalingsinstellingen#Wettelijkepensioenen>.

⁷ Dit gebeurt op basis van de leeftijd van de begunstigde op het tijdstip van de uitbetaling van het kapitaal volgens een mortaliteitstabel m.b.t. de levensverzekeringsactiviteit (Koninklijk besluit van 25 april 1997 tot uitvoering van artikel 68, § 2, derde lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen).

wordt vervolgens meegeteld in de berekening van het maandelijks bruto pensioenbedrag (P in tabel 1).

Op basis van een vergelijking tussen het totale maandelijks brutobedrag aan pensioenen (som van de maandelijks pensioenen en de in rente omgezette kapitalen, P in tabel 1) en de toepasselijke SOL-drempel in tabel 1, kan de FPD aan de uitbetalingsinstelling vragen om het inhoudingspercentage van de SOL-bijdrage indien nodig aan te passen (bv. bij vaststelling van een verhoging van het totaal maandelijks brutobedrag door een bijkomende toekenning van een pensioen of aanvullend pensioen).

4 Raming

Tabel 2 geeft de ramingen weer van de SOL-bijdragen over de periode 2023-2028. Volgens de FPD leidt de budgettaire impact van dit wetsvoorstel voor wat betreft de pensioenen tot een geraamde minderontvangst van 361,8 miljoen euro voor 2023 tot 382,7 miljoen euro in 2028. Hierbij hield zij rekening met de geschatte populatie pensioengerechtigden in de komende jaren. Voor wat betreft de SOL-bijdragen berekend op de kapitalen ontbreekt echter informatie over de toekomstige evolutie van de uitgekeerde kapitalen, waardoor het jaarlijkse bedrag van 80 miljoen euro zowel onderschat- als overschat kan zijn. Aldus varieert de totale jaarlijkse minderontvangst met het nodige voorbehoud van 441,8 miljoen euro in 2023 tot 462,7 miljoen euro in 2028. Over een periode van 6 jaar lopen de minderontvangsten alvast op tot 2.722,9 miljoen euro.

Tabel 2 – Solidariteitsbijdrage op pensioenen en kapitaal aanvullende pensioenen (in miljoen euro)

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Pens. werknemers	102,5	107,4	110,0	112,5	114,9	117,2
Pens. zelfstandigen	9,7	10,5	11,1	11,6	12,1	12,5
Pens. ambtenaren	249,6	251,6	251,9	252,3	252,6	252,9
Totaal op pensioenen ⁸	361,8	369,5	373,1	376,3	379,5	382,7
Op kapitaal	80,0	80,0	80,0	80,0	80,0	80,0
TOTAAL (met kapitaal)	441,8	449,5	453,1	456,3	459,5	462,7
Gecumuleerd	441,8	891,3	1.344,4	1.800,7	2.260,2	2.722,9

Bron : FPD

5 Conclusie

Het wetsvoorstel heeft voor 2023 een budgettaire impact van 441,8 miljoen euro aan minderontvangsten, die oplopen tot 462,7 miljoen euro in 2028. Deze bedragen kunnen zowel onderschat als overschat zijn ten gevolge van onzekerheden over de evolutie van de aanvullende pensioenen.

⁸ Totalen komen niet overeen met de som van de individuele bedragen in de tabel door afrondingsverschillen.